



Produits: Introduction

Le Manuel des normes comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité sur les principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

Toutes les informations contenues dans cette présentation sont exclusives et protégées par le droit d'auteur.

Produits 

Table des matières

- Produits: Introduction
- Produits des operations avec contrepartie directe
- Produits des operations sans contrepartie directe: Impôts
- Produits des operations sans contraprtie directe: Transferts
- Propositions de l'IPSASB pour les produits

Produits 

Ce module comprend un bref aperçu des propositions de l'IPSASB concernant la comptabilisation des produits dans l'Exposé-sondage 70, Produits avec obligations de prestation et Exposé-sondage 71, Produits sans obligations de prestation.

Il peut être utile aux participants qui se préparent à adopter les normes IPSAS fondées sur la comptabilité d'exercice soient au courant des propositions afin de s'assurer que tous les systèmes et procédures de produits en cours d'élaboration pour le processus de transition seront en mesure de répondre au système de comptabilisation proposé. Il convient de souligner qu'il s'agit actuellement de propositions susceptibles d'être modifiées.

Objectif d'apprentissage

- IPSAS 9, Produits des opérations avec contrepartie directe
- IPSAS 23, Produits des opérations sans contrepartie directe
- A la fin de cette session, vous serez en mesure:
 - De distinguer entre les produits à contrepartie directe et sans contrepartie directe;
 - D'appliquer les exigences relatives à l'identification, à la comptabilisation et à l'évaluation des produits;
 - D'appliquer les exigences de présentation et de divulgation pour le reporting des produits

Definition de produits

- Entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiel de services entraînant une augmentation de l'actif net/des capitaux propres
- Exclut les contributions des propriétaires
- Tous les postes de produits inclus dans l'excédent ou le déficit de la période
- Exclut les montants perçus à titre d'agent et les entrées de financement
- Lorsque le recouvrement n'est pas probable, la dépense est comptabilisée

Produits 

Exemple d'illustration

Une municipalité perçoit les impôts fonciers pour l'éducation au nom de l'État. Au cours de l'année, elle a facturé des impôts fonciers résidentiels et commerciaux de 1 116 644 millions de CU. De ce montant, 527 442 CU ont été facturés au nom de l'État.

Combien déclarerait-il comme produit ? Expliquer

- a) 1,116,644 CU
- b) 589,202 CU

Produits 

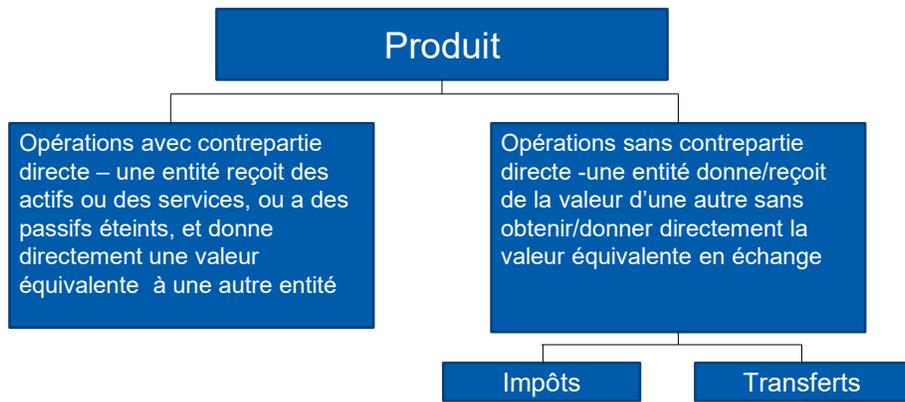
Envisagez un vote à main levée pour chaque réponse (ou l'utilisation d'un sondage si la formation est dispensée en ligne).

Réponse

La réponse est (b).

Les impôts fonciers facturés pour le compte de l'État n'entraînent pas d'entrées brutes d'avantages économiques ou de potentiel de service par l'entité pour son propre compte. Les montants perçus à titre de mandataire de l'État ne sont pas des avantages économiques ou un potentiel de service qui reviennent à la municipalité et n'entraînent pas d'augmentation de ses actifs ou de diminution de ses passifs. En effet, la municipalité ne peut pas contrôler l'utilisation des biens collectés ou en tirer autrement profit dans la poursuite de ses objectifs.

Catégories de produits



Comptabilisation des opérations sans contrepartie directe

- Analysez les opérations sans contrepartie directe
 - Les entrées de ressources répondent-elles à la définition et aux critères de comptabilisation d'un actif ?
 - Existe-t-il une obligation de prestation qui exige la comptabilisation d'un passif ?
- Mesuré au montant de l'augmentation de l'actif net
- Les entrées sont probables et la juste valeur est mesurable
- Les sorties sont probables et le montant estimable

Produits 

Les détails sont fournis dans le module Produits (à partir de la page 10).

Comptabilisation de l'annonce

Un gouvernement a annoncé qu'il inclurait des fonds de fonctionnement supplémentaires dans son prochain budget pour les agences locales du logement afin de leur permettre d'augmenter les subventions aux familles à faible revenu.

Les agences locales de logement disposent-elles d'un afflux de ressources qui répondent à la définition d'un actif à la suite de l'annonce? Expliquer.

Produits 

Réponse:

Les agences locales du logement n'ont pas de réclamation exécutoire contre le gouvernement qui leur donne le contrôle de la ressource.

L'annonce d'une intention de transférer des ressources aux autorités locales du logement n'est pas suffisante en soi pour identifier les ressources comme étant contrôlées par les agences du logement. Il ne semble pas y avoir de loi en place. C'est-à-dire qu'il n'y a pas de loi de crédits ou d'autre pouvoir permettant au gouvernement d'effectuer le transfert.

L'annonce du gouvernement n'est pas précise, de sorte qu'elle crée une attente légitime parmi les autorités locales du logement que le gouvernement remplira son obligation. L'annonce n'identifie pas, par exemple;

- (a) les autorités locales de logement spécifiques qui recevront un financement supplémentaire
- (b) le montant du financement supplémentaire
- (c) la période au cours de laquelle le financement sera fourni.

Questions et Discussions



- Visitez le site web de l'IPSASB
<http://www.ipsasb.org>

Produits 